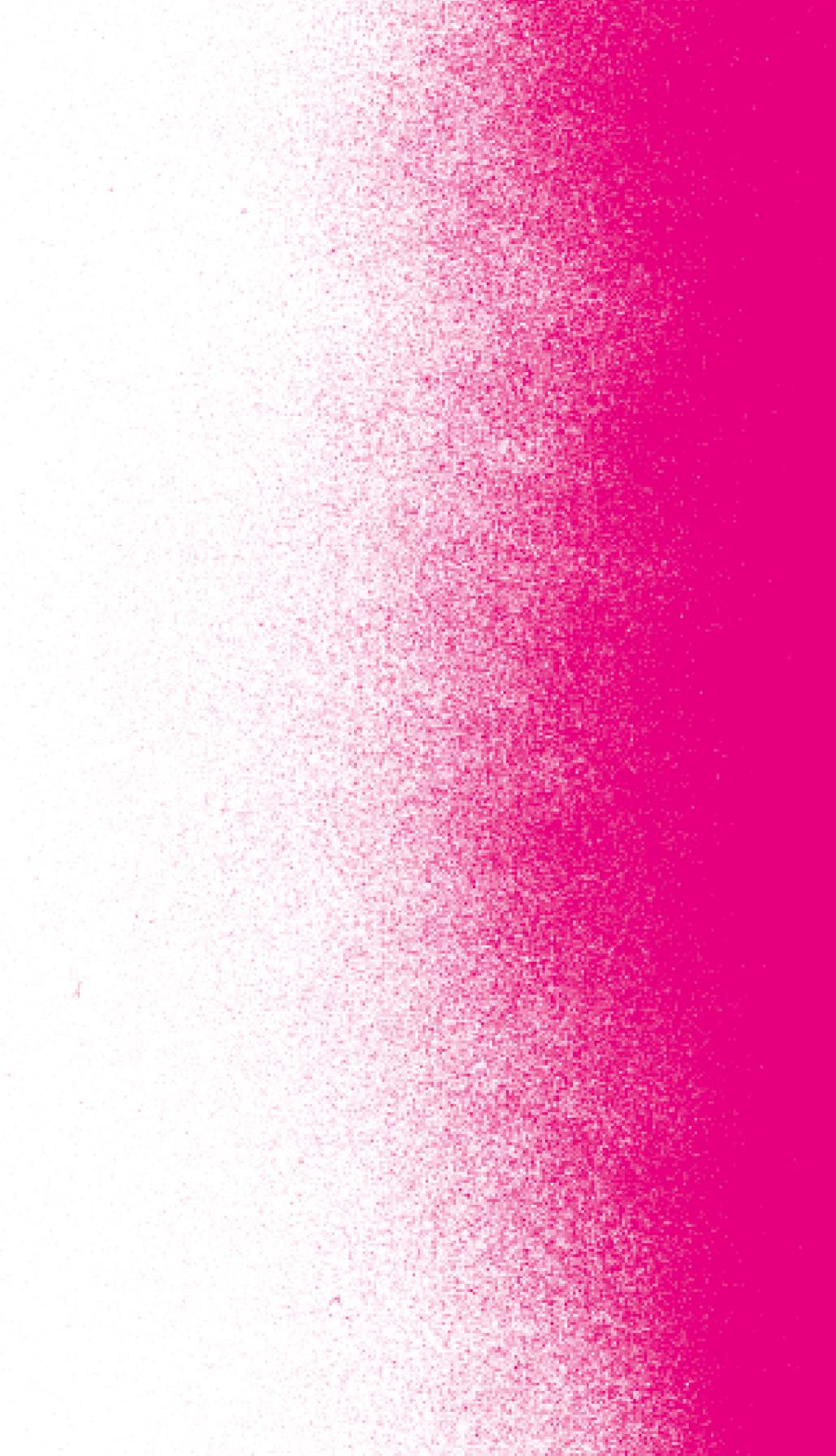


LES SOULEVEMENTS



**APPEL À REPRENDRE LES TERRES
ET À BLOQUER LES INDUSTRIES
QUI LES DÉVORENT**


DE LA TERRE



LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE !

APPEL À REPRENDRE LES TERRES ET BLOQUER LES INDUSTRIES QUI LES DÉVORENT

Nous sommes des habitant·es en lutte attaché·es à leur territoire. Nous avons vu débouler les aménageurs avec leurs mallettes bourrées de projets nuisibles. Nous nous sommes organisé·es pour défendre nos quartiers et nos villages, nos champs et nos forêts, nos bocages, nos rivières et nos espèces compagnes menacées. Des recours juridiques à l'action directe, nous avons arraché des victoires locales. Face aux bétonneurs, nos résistances partout se multiplient.

Nous sommes des jeunes révolté·es qui ont grandi avec la catastrophe écologique en fond d'écran et la précarité comme seul horizon. Nous sommes traversé·es par un désir croissant de désertier la vie qu'ils nous ont planifiée, d'aller construire des foyers d'autonomie à la campagne comme en ville. Sous état d'urgence permanent, nous avons lutté sans relâche contre la loi travail, les violences policières, le racisme, le sexisme et l'apocalypse climatique.

Nous sommes des paysan·nes. La France n'en compte presque plus. Avec ou sans label, nous sommes les dernier·es qui s'efforcent d'établir une relation de soin quotidien à la terre et au vivant pour nourrir nos semblables. Nous luttons tous les jours pour produire une nourriture saine à la fois financièrement accessible et garantissant une juste rémunération de notre travail.

Parce que tout porte à croire que c'est maintenant ou jamais, nous avons décidé d'agir ensemble. Depuis longtemps, l'économie nous a séparés de la terre pour

en faire un marché. Erreur fatale qui nous mène droit au désastre. La terre n'est pas du capital. C'est le vivant, le paysage et les saisons. C'est le monde que nous habitons en passe d'être englouti par la voracité extractiviste. Après avoir enclos et privatisé les communs, le marché capitaliste et ses institutions précipitent aujourd'hui le ravage de la biodiversité, le bouleversement climatique et l'atomisation sociale.

L'ère covid a achevé de rendre l'atmosphère irrespirable. Entassé·es dans des métropoles chaque jour plus invivables, confiné·es dans une existence hors-sol et artificielle, un sentiment d'étouffement nous étreint. Le coronavirus relève de la dévastation écologique, de l'exploitation globale de la terre et du vivant. Il dévoile notre totale dépendance à l'économie mondialisée, révèle la fragilité de cette fausse abondance étalée dans les rayons des supermarchés. La gestion gouvernementale a pour conséquence de reconfigurer l'économie (télé-travail, dématérialisation...) tout en abolissant nos libertés fondamentales (loi sécurité globale, régime d'exception...).

Nous ne croyons pas dans une écologie à deux vitesses dans laquelle une minorité se targue de manger bio et de rouler en 4x4 hybride tandis que la majorité est contrainte de faire des jobs subis, de longs trajets quotidiens et de manger low-cost. Nous n'acceptons pas que les exploitants agricoles soient réduits au rang de sous-traitants sur-équipés et sur-endettés de l'industrie agroalimentaire. Nous ne nous résoudrons pas à contempler la fin du monde, impuissant·es, isolé·es et enfermé·es chez nous. Nous avons besoin d'air, d'eau, de terre et d'espaces libérés pour explorer de nouvelles relations entre humains comme avec le reste du vivant.

Venu·es de toute la France, nous étions plus d'une centaine à nous retrouver à Notre-Dame-des-Landes le mois dernier. De sensibilités, de parcours et d'horizons très différents, un constat commun nous rassemble :

1 La question foncière est à la croisée de la fin du monde et de la fin du mois, de la planète des écologistes et de la terre

des paysans. Dans les dix ans à venir, la moitié des exploitant-es agricoles de France va partir à la retraite. Concrètement, près d'un tiers de la surface du territoire national va changer de main. C'est le moment ou jamais de se battre pour un accès populaire à la terre, pour restaurer partout les usages et les égards à même d'en prendre soin.

2 **Quoi qu'on puisse en penser ou en attendre, l'État laisse le champ libre au ravage marchand de la terre. Il organise le contournement des régulations foncières et environnementales qu'il a lui même instituées. En guise de verdissement publicitaire, Macron rebondit sur la proposition de la convention citoyenne sur le climat d'organiser un referendum pour « inscrire la défense de l'environnement dans la constitution ». Mais le même refuse d'interdire glyphosate et néonicotinoïdes. Le même s'apprête à bétonner à tour de bras en vue des JO de 2024. Il est grand temps d'établir un rapport de force pour faire redescendre l'écologie sur terre.**

3 **Nos luttes comme nos alternatives sont absolument nécessaires mais, séparées les unes des autres, elles sont impuissantes. Syndicalisme paysan, mouvements citoyens, activistes écologiques, agitations autonomes, luttes locales contre des projets nuisibles, ne parviennent, seuls, à renverser la situation. Il est nécessaire d'unir nos forces pour impulser et inventer des résistances nouvelles, à la mesure du ravage auquel nous assistons stupéfait-es.**

L'incertitude produite par la crise sanitaire ne doit pas nous empêcher de nous projeter et de nous organiser sur le long terme. Nous voulons faire advenir des soulèvements pour la défense de la terre comme bien commun. Nous voulons arracher des terres à l'exploitation capitaliste pour constituer des espaces libérés, propices à une multiplicité d'usages communs, de relations et d'attachements. Nous voulons défendre le monde vivant grâce à une agroécologie paysanne et solidaire, à la protection des milieux de vie et à une foresterie respectueuse. Cela commence par trois gestes :

1 Pour faire cesser le ravage, nous appelons à enclencher le frein d'urgence, à concentrer nos forces pour cibler, bloquer et démanteler trois des industries toxiques qui dévorent la terre : celles du béton, des pesticides et des engrais de synthèse. Nous nous retrouverons en juin et à l'automne pour des grosses actions de blocage d'industrie.

2 Remettre la terre entre nos mains et l'arracher des griffes des accapareurs exige que nous soyons chaque jour plus nombreux à remettre les mains dans la terre. Des centres urbains jusqu'aux confins des périphéries, nous appelons à des reprises de terres, par l'installation paysanne, le rachat en commun ou l'occupation. Nous nous retrouverons dès ce printemps pour des actions d'occupations de terres contre l'artificialisation.

3 Pour restituer aux habitant·es et aux paysan·nes de chaque localité le pouvoir de décider de l'attribution, l'usage et la destination des terres, nous appelons à s'introduire en masse, chaises en main, dans les diverses institutions et lieux de pouvoir où se décide sans nous le devenir de la Terre. Nous ne pouvons laisser plus longtemps ce pouvoir entre les mains de la FNSEA et de l'agroindustrie, des aménageurs et des bétonneurs. Nous nous retrouverons à partir de la rentrée prochaine pour occuper ces lieux de décision.

La première saison des soulèvements de la Terre sera marquée par une première vague d'occupations de terres et de blocages contre le bétonnage : 27 mars aux Vaïtes à Besançon (jardins populaires vs extension urbaine), les 10 et 11 avril à Rennes à la prévalaye (cultures collectives vs métropole), les 22 et 23 mai au Pertuis en Haute-Loire (paysans expropriés vs construction d'une déviation routière), les 19-20-21 juin à St-Colomban en Loire-Atlantique (défense du bocage menacé par les carrières de sable et le maraîchage industriel), au cours du printemps sur le plateau de Saclay dans l'Essonne (terres agricoles vs technopole), à partir du 29 juin (semaine d'actions de blocages d'envergure et simultanées ciblant

l'industrie de la construction et du Grand Paris). Les 3-4 juillet, un grand rassemblement festif aura lieu pour célébrer la fin de la saison 1 sur des terres à défendre en Île-de-France. Un programme détaillé de ces différents rendez-vous est publié sur papier et sur le site web des soulèvements de la terre.

La seconde saison des soulèvements de la Terre s'ouvrira en septembre par une marche populaire jusqu'aux portes du ministère de l'agriculture et de l'alimentation à Paris. Elle sera prolongée tout au long de l'automne et de l'hiver par des actions de réappropriation dans les institutions et des blocages des industries qui empoisonnent les terres.

Faire date. Agir ensemble au fil des saisons. Jeter toutes nos forces dans la bataille. Remuer ciel et terre. Entre la fin du monde et la fin de leur monde, il n'y a pas d'alternative. Rejoignez les soulèvements de la Terre.

***Depuis la Zad de Notre-Dame-des-Landes,
le dimanche 24 janvier 2021***

Des dizaines de collectifs, syndicats, fermes, espaces occupés ont déjà signé cet appel ainsi qu'un large ensemble de soutiens. Vous pouvez en retrouver la liste sur lessoulevementsdelaterre.org. Pour être signataire, écrire à : lessoulevementsdelaterre@riseup.net

**PROGRAMME
SAISON 1 - PRINTEMPS-ÉTÉ 2021:**

**FAIRE BARRAGE À
L'ARTIFICIALISATION
DES TERRES**

Au printemps, nous lancerons une suite d'actions contre l'artificialisation de terres agricoles ainsi que la destruction de milieux naturels par les métropoles et les industries empoisonnant les sols.

27 MARS :

**Marche pour la défense des terres des Vaîtes
(Besançon, Doubs)**

Aux Vaîtes, à Besançon, 34 hectares riches en biodiversité sont menacés par un projet d'écoquartier porté par la ville de Besançon qui met ainsi en danger une multitude de jardins familiaux autogérés depuis des décennies, des zones humides, des espaces boisés, des terres maraîchères cultivées en bio... Les travaux ont été momentanément arrêtés grâce à des recours juridiques et à la mobilisation sur le terrain. Il s'agit de défendre le vivant : les espèces protégées ou non, les vieux arbres et la flore locale ; de dire aussi que les jardinières populaires, les habitant-es qui vivent et se promènent dans ce quartier, ne sont pas des invisibles dont l'avis ne vaut rien. La lutte vise maintenant l'abandon ferme et définitif du projet et la restauration des espaces abîmés par les premiers chantiers. Le 27 mars, une manifestation partira du centre-ville vers ces terres toujours menacées pour y passer un après-midi fertile et festif.

10 ET 11 AVRIL :

**(Re)prises des terres à la Préalaye
(Rennes, Ille-et-Vilaine)**

La Préalaye est un secteur de 450 hectares peu urbanisé à l'ouest de la ville de Rennes, avec un paysage de bocage et une vocation agricole historique : une centaine d'hectares sont des terres cultivables, le reste comportant des surfaces boisées et des zones humides. La métropole, pour garder la main sur le foncier, refuse tout projet d'installation agricole durable au profit d'aménagements touristico-récréatifs ou de l'extension des infrastructures du Stade Rennais. Pour s'y opposer et redonner à la Préalaye sa vocation nourricière et sauvage, les différents collectifs d'habitant-es, associations écologistes et paysan-nes organisent un week-end festif de manifestation et plantations les 10 et 11 avril prochain.

22 ET 23 MAI :

**Face à la RN88, manifestation et semis
pour la défense des terres du pays des Sucs
(Haute-Loire)**

Le projet de déviation de la RN88 en Haute-Loire (entre le Pertuis et Saint-Hostien) porté haut et fort par Laurent Wauquiez connaît depuis quelques mois une opposition grandissante. Ce tracé - qui représente actuellement le plus gros chantier routier de France - impacte 29 fermes en moyenne montagne, et plus de 140 hectares de terres (forêts, zones humides, prés, sources, haies). Une partie des voies sera encaissée dans le sol, ce qui conduira à extraire une quantité exorbitante de terre. Depuis janvier, les travaux de défrichement sont entamés, haies et arbres rasés, sans même respecter les mesures environnementales de l'arrêté préfectoral. Laurent Wauquiez attaque l'agriculture paysanne depuis son investiture à la région et il défend des projets qui impactent directement le foncier agricole : TGV Lyon-Turin, RN88, et anciennement A45. Le collectif « La lutte des sucs » appelle à être rejoint en nombre les 22 et 23 mai, pour semer sur des terres expo-

priées, les rendre aux paysan.nes impacté.es, et barrer la route à Laurent Wauquiez avant les régionales !

19 AU 21 JUIN :

**Camp de défense des terres à Saint-Colomban
(sud de Nantes, Loire-Atlantique)**

Les paysan.nes et habitant.es de Saint-Colomban font face à un projet d'extension sur des dizaines d'hectares des carrières de sable Lafarge et GSM utilisées par l'industrie du béton. Chaque sablière amène avec elle l'appétit vorace du maraîchage industriel qui détruit le bocage et le remplace par des mers de plastique. Chaque année les terres alentours s'assèchent un peu plus à mesure que carriers et maraîchers vident l'eau des nappes phréatiques pour les besoins de leurs exploitations.

Sur place, une bataille est engagée face aux industriels, aux pouvoirs publics, et au contournement programmé des règles locales censées empêcher l'agrandissement des sablières. Cette bataille va se jouer dans les prochains mois sur une commune déjà cernée par un projet de méthaniseur xxi et de plate-forme Amazon. Nous nous y retrouverons pour dresser un camp sur les terres à défendre et cultiver les soulèvements. Discussions, ateliers, manif, actions... rejoignez le camp de lutte de Saint-Colomban !

PRINTEMPS 2021 :

Occupation sur le Plateau de Saclay (Île-de-France)

Du Triangle de Gonesse au Plateau de Saclay, les lignes 17 et 18 du métro du Grand Paris express - avec leurs projets de gares au milieu des champs - vont enclencher l'artificialisation des dernières terres agricoles aux portes de Paris, parmi les plus fertiles de France. Le projet du Grand Paris express s'inscrit dans une logique de métropolisation continue et de spécialisation des territoires, génératrice d'inégalités sociales et d'insécurité alimentaire. Les travaux commencent ! Il est grand temps de lancer un campement qui, au delà du plateau

de Saclay, constituera un point de ralliement et d'ancrage des luttes pour la sauvegarde des terres et des réserves de biodiversité de toute l'Île-de-France. Venez semer et construire de jolies cabanes sur le plateau !

À PARTIR DU 29 JUIN :

Semaine d'actions de blocages simultanées ciblant l'industrie de la construction et du Grand Paris.

Le Grand Paris est depuis des dizaines d'années le point nodal de l'urbanisme galopant qui ravage ce qu'il reste du peu de terres agricoles en Île-de-France. Il est aussi une menace continue pour tous ceux vivant dans les premières couronnes de la capitale, qui voient leur territoire transformé par des projets toujours plus absurdes et nocifs. Des communes entières et des paysages risquent d'être bientôt défigurés pour justifier les 200 km de tunnel du Grand Paris Express. A partir du 29 juin, des actions de grande envergure vont cibler ce projet d'un autre temps et pointer les principaux responsables de l'artificialisation. Ces actions massives seront rejoignables.

3-4 JUILLET :

Grand rassemblement festif pour célébrer la fin de la saison 1 sur des terres à défendre en Île-de-France

À VENIR...

SAISON 2 - AUTOMNE 2021 :

Agir face aux institutions et industries qui perpétuent l'accaparement des terres et l'empoisonnement des sols.

La seconde saison des soulèvements de la Terre s'ouvrira en septembre par une marche populaire jusqu'aux portes du ministère de l'agriculture et de l'alimentation à Paris. Elle sera prolongée tout au long de l'automne et de l'hiver par des actions de réappropriation dans les institutions et des blocages des industries qui empoisonnent les terres.

À bientôt dans les rues et dans les champs !



Web : lessoulevementsdelaterre.org

Fb : facebook.com/lessoulevementsdelaterre

Twitter : [@lessoulevementsdelaterre](https://twitter.com/lessoulevementsdelaterre)

Insta : [@infos.luttes.paysannes](https://www.instagram.com/infos.luttes.paysannes)

#SoulevementsTerre